

**CAHIER
SPÉCIAL
DÉTACHABLE**

FINANCEMENT
DE L'ENTREPRISE

TABLEAUX EXHAUSTIFS

Tableaux des modalités des prêts qu'offrent les banques canadiennes et les coopératives (p. B-3), les banques étrangères (p. B-4), les sociétés de fiducie (p. B-7) et les sociétés de financement (pp. B-8 à B-11)

CONTROVERSE

Les émissions d'actions des sociétés de pâtes et papiers suscitent la controverse pp. B-2-3

**LA GESTION ÉLECTRONIQUE
D'IMAGES RENDUE FACILE**

Rejoignez les gestionnaires de documents de

BELL HOWELL

1 800 263-8545

LES AFFAIRES

MONTRÉAL, LE SAMEDI 28 AOÛT 1993

CAHIER B 12 PAGES

Au cours des six derniers mois, la croissance des investissements a été alimentée essentiellement par les émissions d'actions et d'obligations.

Afin d'améliorer leur ratio d'endettement, les entreprises ont profité de la vigueur renouvelée des marchés boursiers pour rembourser d'abord une partie de leurs dettes et injecter ensuite des fonds dans l'achat de nouveaux équipements.

Selon les chiffres de la **Banque du Canada**, l'ensemble des crédits aux entreprises avait augmenté de 5,2 milliards de dollars en juin par rapport au même moment l'année précédente. Ils totalisaient 494,5 milliards au début de l'été.

Alors que les émissions d'actions et d'obligations ont crû de 9,1 et huit milliards respectivement, l'ensemble des crédits à court terme et les acceptations bancaires ont diminué de 8,3 et 7,6 milliards. Les émissions de papier commercial, en dollars canadiens ou en monnaies étrangères, sont restées au même niveau, de leur côté.

Sylvain Leith, économiste à la **Banque Nationale** (Mtl, NA, 10,25 \$), affirme que la hausse des cours boursiers était tout à fait bienvenue dans les circonstances.

Les effets combinés du krach de 1987 et de la récession de 1990-1991, suivie d'une reprise archi-timide, ont maintenu depuis 1989 le taux d'endettement des entreprises au même niveau qu'en 1981-1982. Les dettes des entreprises représentent environ 50 % du produit intérieur brut (PIB) canadien pour la quatrième année consécutive.

Malgré la diminution des taux d'intérêt, les entreprises ont plus de difficulté à s'acquitter de leurs frais d'intérêt étant donné que les fonds autogénérés ont diminué de façon radicale depuis trois ans. Selon M. Leith, il faudra une reprise beaucoup plus significative pour assainir le bilan financier des entreprises.

Benoît Durocher, économiste régional à la **Banque Royale** (Mtl, RY,

ACTIONS ET OBLIGATIONS SOUTIENNENT LES INVESTISSEMENTS

Sylvain Leith, économiste à la Banque Nationale, est d'avis que les entreprises devront augmenter leur capacité d'autofinancement en rationalisant encore plus leur exploitation. « Les profits ne peuvent plus venir de l'inflation. »



28,13 \$), mise de son côté sur une baisse encore plus prononcée des taux d'intérêt et surtout sur leur stabilité pendant un certain temps.

« L'économie peut prendre un peu de stimulation monétaire sans influencer sur l'objectif de stabilité des prix de la Banque du Canada. Le secteur manufacturier possède des capacités excédentaires importantes et les consommateurs, toujours trop endettés à leur goût, sont peu sensibles aux signes de reprise. »

Sous peine de courir à leur perte, les entreprises ne pouvaient par ailleurs at-

tendre et maintenir leurs investissements à un niveau aussi bas encore longtemps. À l'exception d'une légère croissance en 1991 à la suite de la fin officielle de la récession, les investissements des entreprises ont diminué constamment entre les deux premiers trimestres de 1988 et 1993. On assiste depuis à leur remontée.

Comme les titres d'actions ne suffisent pas aux besoins financiers des entreprises, les obligations et débentures ont également apporté un peu d'oxygène à celles qui étaient capables d'en émettre. Si ces derniers titres augmen-

tent le ratio d'endettement, elles ont au moins l'avantage de diminuer la pression sur les banquiers.

Dans le même registre, les crédits à court terme qu'émettent les banques ont diminué de 2,5 milliards tandis que les prêts à terme en provenance de la même source ont augmenté de 2,6 milliards entre les deux premiers trimestres de 1992 et de 1993. Reliée avant tout à la restructuration temporaire des dettes des entreprises, cette tendance va à l'encontre du rôle que veulent jouer les banques désormais.

Mario Lecaldare, premier vice-président, Grande entreprise, à la **Banque Nationale**, explique que les banques veulent se concentrer graduellement sur les prêts à vue, là où elles possèdent le plus de compétences. De toute façon, ajoute-t-il, leurs engagements à long terme doivent être limités au minimum en vertu de l'appariement des capitaux disponibles, provenant maintenant essentiellement de dépôts à court terme.

La syndication des prêts importants, partagés entre plusieurs banques, prendra également plus d'importance au cours des prochaines années. « Les banques ont réalisé que même les grandes entreprises n'étaient plus à l'abri des risques », affirme M. Lecaldare.

VALLIER
LAPIERRE

CRÉDIT-BAIL FINDEQ INC.

Financement d'équipement

UNE PRÉSENCE STABLE DANS LE MARCHÉ DU CRÉDIT-BAIL

Montréal :
(514) 866-5555

Québec :
(418) 651-7922

FINDEQ

Quel type de prêteur vous permet d'acheter une entreprise sans emprunter?

« Un prêteur averti et créatif » de dire Guy Guérette.

« Voici les faits: nous voulions faire l'acquisition d'une entreprise américaine mais n'étions pas prêts à accroître notre dette au Canada ou emprunter aux États-Unis. Nos fonds autogénérés étaient élevés mais pas assez généreux pour réaliser cette transaction sans utiliser notre marge de crédit.

« Après réflexion, j'ai choisi de lancer le défi à RoyNat où nous avions un prêt à terme qui nous avait permis d'acquérir du matériel de pointe et d'agrandir notre usine située à Drummondville.

« Il n'a fallu que 24 heures! La solution était si simple! Suspendre les versements sur le capital du prêt de RoyNat pendant un certain temps et utiliser cet argent pour faire l'acquisition souhaitée. C'était pour nous une approche habile, avertie et créative.

« En 1986, quand nous avons établi nos relations d'affaires avec RoyNat, il s'agissait pour nous de refinancement et celle-ci présentait des taux concurrentiels et une équipe de professionnels compétents résolu à nous donner un service de qualité. Bref, des professionnels aptes à faire des recommandations créatives de financement répondant à nos besoins.

« En affaires, et plus particulièrement dans le domaine du financement, le mot clé pour moi demeure la performance. Tant et aussi longtemps que nous pourrons compter sur la performance de RoyNat, nous utiliserons ses services. Nous refinançons avec RoyNat depuis près de sept ans et avons toujours été bien servis. »

SPG International fabrique pour le Canada et les marchés internationaux des coffres à outils en métal et en plastique ainsi que des coffres d'entreposage industriels.



Guy Guérette
Président du conseil
SPG International Liée
Drummondville, Qué.

FINANCEMENT D'ENTREPRISES

RoyNat

Anjou (514) 493-4555, Drummondville (819) 477-3801,
Laval (514) 682-1515, Longueuil (514) 670-9210,
Pointe-Claire (514) 426-4200, Québec (418) 683-2177.

CADRE
SPECIAL

FINANCEMENT DE Les émissions d'actions de pâtes et papiers sont

Depuis trois ans, le secteur des pâtes et papiers a drainé 7,1 milliards de dollars d'épargne publique, incluant les titres convertibles, surtout de la part des investisseurs institutionnels.

Alors que d'autres titres seront émis prochainement, la sagesse de ces placements est mise en doute par un consultant de l'industrie.

Gilles Couture, spécialiste du secteur établi à Québec, estime que les beaux jours dans le secteur des pâtes et papiers ne reviendront plus à moins d'une conversion majeure de l'industrie (voir encadré en p. B-4).

La compétitivité des usines locales, produisant surtout du papier journal, lui apparaît trop faible pour entraîner un véritable cycle haussier comme le prédisent les analystes.

Sa propre analyse tient compte de la faible capacité des machines à papier en place au Québec, dont les deux tiers ont été installées avant 1945; certaines, au dé-



Michel Lamarre, associé de Price Waterhouse, indique que les fonds autogénérés des sociétés de l'industrie des pâtes et papiers ont fondu littéralement depuis 1989.

but du siècle. En comparaison, 90 % des équipements des usines américaines ont été achetés après 1945; plus de 40 %, après 1970.

Dettes doublées

On ne retrouve au Québec qu'une seule usine de caté-

gorie mondiale dans la production de papier journal, celle de Donohue (Mtl, DHC.B, 21 \$) dont la capacité est de 200 000 tonnes par année.

La plupart des usines en Scandinavie et dans le sud

REPRISE PME

Reprenez le chemin de la croissance

Vous êtes prêt à repartir du bon pied avec un plan d'affaires solide et un montage financier adéquat? Nous avons les outils qu'il vous faut!

La Société de développement industriel du Québec (SDI) offre une garantie de prêt pour financer vos besoins de fonds de roulement liés à:

- ◆ l'accroissement de la production
- ◆ l'amélioration de la productivité
- ◆ la restructuration financière de votre entreprise.

Partenaire de votre croissance, la SDI s'associe à vos projets en assumant 80% du risque encouru par votre institution financière.

Communiquez sans tarder avec nos professionnels aux numéros suivants:

Montréal: (514) 873-4375 Québec: (418) 643-5172

Régions: 1-800-461-2433



SOCIÉTÉ DE
DÉVELOPPEMENT
INDUSTRIEL DU QUÉBEC

SDI/PME : Un lien capital

Nos produits financiers et nos mesures fiscales de capitalisation peuvent financer vos projets de production, exportation, tourisme, technologie et design, regroupement et alliance, coopérative, crédits d'impôt et SPEQ.

des sociétés controversées

des États-Unis ont cette caractéristique.

Sans endosser les propos de M. Couture dont il laisse le soin aux analystes de commenter la pertinence, Michel Lamarre, associé de Price Waterhouse, dresse un portrait de l'industrie qui donne à réfléchir. En charge de la vérification du secteur forestier, il fait référence à une publication que la firme comptable, qui compte plusieurs clients dans le domaine, a produite récemment.

Coincée entre l'arbre et l'écorce, l'industrie des pâtes et papiers a d'énormes besoins de financement afin d'éponger ses pertes accumulées et de moderniser ses installations pour les rendre conformes aux normes environnementales. En quatre ans, la dette de l'industrie canadienne est passée de 9,7 à 17,4 milliards de dollars et le ratio d'endettement a augmenté de 0,48 à 0,94.

Ces contraintes plus récentes s'ajoutent au fait que le secteur est, en temps normal, un énorme gouffre à capitaux. Les investissements sont passés de 6,4 milliards de dollars en 1989 à 2,6 milliards l'an dernier.

« C'est un fait que l'industrie a beaucoup de vieilles machines à papier. Certaines compagnies ont investi toutefois beaucoup dans la construction de nouvelles usines et l'achat de nouvelles machines », ajoute M. Lamarre en mentionnant des exemples en Ontario et dans l'État de Washington.

Démantèlements

Le rapport de Price Waterhouse précise que 16 usines ont été fermées au Canada l'an dernier, ce qui donne un total de 32 depuis quatre ans. Il faut s'attendre à ce que d'autres fermetures surviennent, selon M. Lamarre.

Le seul analyste rejoint, d'autant plus libre de parler qu'il conserve l'anonymat en raison d'une politique de son employeur, se dit étonné du rythme des émissions d'actions.

Alors que le montant des nouvelles émissions s'élève à 1,3 milliard cette année, le marché secondaire a déjà absorbé 3,4 milliards de dollars d'actions à cause, entre autres, de la vente des blocs de Noranda (Mtl, NOR, 23,13 \$) dans MacMillan Bloedel (Mtl, MB, 22,88 \$) et de Canadien Pacifique (Mtl, CP, 20,88 \$) dans Produits forestiers Canadien Pacifique (Mtl, PFP, 18,50 \$).

D'autres annonces ont été

faites. Stone Container (New York, STO, 8 \$ US) a l'intention de faire un appel public pour les usines de papier journal de Stone Consolidated. La rumeur veut aussi que le syndicat bancaire possédant encore 70 % des actions d'Abitibi-Price (Mtl, A, 12,75 \$) profite de l'engouement pour les titres forestiers pour s'en départir, même à perte.

Notre analyste anonyme explique le début de la frénésie à cause de la reprise qu'on avait crue plus forte. « Par ailleurs, dit-il, les taux d'intérêt très bas encouragent les placements à la bourse.

« La croissance des fonds mutuels est énorme. Ils disposent de rentrées de fonds importantes tous les jours. »

Plus avec moins

Le comportement récent des titres des sociétés forestières laisse l'impression que le cycle haussier est arrivé.

Pour M. Couture, cela s'attribue bien plus au secteur du bois de sciage, possédé aux deux tiers par l'industrie des pâtes et papiers au Québec, qui connaît une demande très forte, et à la dégringolade du dollar canadien.

Mario Lecaldare, premier vice-président, Grand entreprise, à la Banque Nationale (Mtl, NA, 10,13 \$), pense que la moitié de l'industrie des pâtes et papiers serait probablement déjà disparue si le dollar canadien s'était maintenu à 0,87 \$ US.

L'avantage des papetières québécoises, selon l'analyste, est d'avoir des coûts de coupe concurrentiels, ceux-ci comptant pour le tiers des frais de production du papier. Le bois se vend entre 35 et 40 \$ le m³ au Québec alors que les Scandinaves le paient 100 \$.

« C'est pourquoi les Finlandais ont commencé à faire du papier fin, dit l'analyste. Plus on va vers des papiers spécialisés, dits couchés, moins on a besoin de fibre. »

Même si la situation est critique, notre expert pense qu'il n'est pas justifié de lancer la serviette : certaines entreprises locales s'en tirent malgré tout sur le marché le plus concurrentiel au monde.

« C'est évident qu'on a des problèmes sérieux. Et ce n'est pas sûr que la hausse du cycle va les régler tous. »

VALLIER
LAPIERRE

VOIR ENCADRÉ
EN P. B-4

FINANCEMENT OFFERT PAR LES BANQUES CANADIENNES ET COOPÉRATIVES

NOM DE L'INSTITUTION - personne-ressource	Marge de crédit	FINANCEMENT À TERME				Secteurs de financement préférés
		À taux flottant	À taux fixe	Minimum/maximum d'un prêt	Financement non garanti	
BANQUE CIBC - André Gravel (514) 876-2982	oui	oui	oui	selon le dossier	selon le cas	aucune préférence
BANQUE DE MONTRÉAL - directeur de comptes en succursale - Mario Lamarche (514) 877-8228	oui	oui (1)	oui	selon le dossier	oui	aucune préférence, chaque dossier est étudié au mérite
BANQUE LAURENTIENNE - directeur des succursales	oui	oui	oui	aucune limite	oui	aucune préférence
BANQUE NATIONALE - Jean-Pierre Guindon (514) 394-6603	oui	oui	oui	aucune limite	oui	la Banque ne fait pas de sélection
BANQUE ROYALE - directeur des centres - Yves Trépanier (514) 874-8411	oui	oui	oui	aucune limite	selon le cas	aucune préférence, chaque dossier est étudié au mérite
BANQUE SCOTIA - Paul Chauvette (514) 499-5454	oui	oui	oui	selon les besoins	oui	aucune préférence
BANQUE TORONTO-DOMINION - Suzanne Sévigny (514) 289-1478	oui	oui	oui	aucune limite	oui	aucune préférence
CAISSE CENTRALE DESJARDINS - Fernand Lafleur (514) 281-7089	oui	oui	oui	selon le dossier	selon le cas	moyennes et grandes entreprises, commerces, organismes publics/para-publics dont les besoins dépassent les capacités des caisses ou de leur fédération
CAISSES POPULAIRES DESJARDINS - directeur des caisses	oui	oui	oui	selon le dossier	selon le cas	aucune préférence

(1) La B de M offre également la possibilité d'épargner 1 % d'intérêt grâce à son programme "Barème PME" en vigueur jusqu'en avril 1994.

Tableau: LES AFFAIRES - Renseignements colligés par Céline Gélinas.

Comment peut-on vous aider?



Source importante de financement pour les entreprises, la Banque fédérale de développement s'adapte aux besoins précis de la vôtre.



Nos séances de perfectionnement et nos services pratiques de consultation en gestion peuvent contribuer de plusieurs façons au succès de votre entreprise.



Quel que soit l'endroit où vous faites des affaires au Canada, un simple appel suffit pour nous joindre. Pour plus de renseignements, composez le 1 800 361-2126

Nos services complètent ceux du secteur privé.



Banque fédérale de développement
Federal Business Development Bank

Canada

La BFD finance maintenant la haute technologie

En vertu de son rôle complémentaire aux institutions financières privées, la Banque fédérale de développement (BFD) intervient maintenant en haute technologie et le fera bientôt du côté des exportations. Ces produits visent spécifiquement les PME qui, malgré l'intérêt que leur portent les banques, ont peu de chances d'obtenir un tel financement, faute de garanties à offrir en contrepartie.

Sans viser uniquement la haute technologie, les prêts à redevances conviennent mieux à ce créneau où les entrepreneurs ont peu d'éléments d'actif à mettre sur la table en dépit du potentiel de leurs produits.

Tremplin utile

Luc Provencher, vice-président, Prêts et exploitation pour l'ensemble du Canada, souligne que ce produit se

positionne entre le prêt à terme et la participation au capital.

« On se fait payer en fonction du succès. On veut s'assurer de récupérer au moins nos fonds. On s'entend sur une formule qui nous rapportera par contre davantage qu'un prêt ordinaire avec une plus grande réussite », explique-t-il.

Sans avoir à diluer leur capital par le biais d'une société de capital de risque, les

PME de haute technologie ont ainsi accès à des fonds de démarrage qui peuvent s'élever jusqu'à 1 M\$. Lorsque leur croissance le justifiera, elles auront recours ailleurs à du financement plus important en présentant un bilan beaucoup plus sain.

Ce produit semble taillé sur mesure pour les firmes de logiciel qui ne peuvent jeter dans la balance que des ordinateurs qui se déprécient à vue d'œil. « C'est effective-

ment intéressant pour elles, admet M. Provencher.

« On a fait un peu d'essais depuis deux ans de ce côté. On va leur donner encore plus de chances parce que ces gens ont besoin d'un coup de main. »

Sous ce rapport, la BFD a spécialisé un de ses analystes pour être en mesure de savoir à qui elle a affaire. La Banque cherche à déterminer si l'entreprise a une valeur ajoutée qu'elle est susceptible de maintenir.

Sur le plan des exportations, une formule de prêt a été expérimentée dans le cadre d'un projet-pilote dans le but de soutenir les efforts des participants au programme de formation des Nouveaux Exportateurs; la BFD offre ce programme dans

plusieurs centres régionaux par la BFD.

Trois joueurs

« On veut maintenant consacrer un fonds de roulement permanent pour aider les entreprises exportatrices à mieux faire face à leurs besoins financiers, indique M. Provencher.

« Il s'agira, notamment, de garantir auprès des banques de petits montants destinés à assumer les frais d'exportation jusqu'au paiement des commandes. »

Ce type de prêt s'apparente à l'aide que la Société d'expansion des exportations offre aux grandes entreprises pour de gros contrats.

FINANCEMENT OFFERT PAR LES BANQUES ÉTRANGÈRES

NOM DE L'INSTITUTION - personne-ressource	Marge de crédit	FINANCEMENT À TERME				Secteurs de financement préférés
		À taux flottant	À taux fixe	Minimum/maximum d'un prêt	Financement non garanti	
BANQUE ABN AMRO DU CANADA - Jean Tremblay (514) 284-1133	oui	oui	oui	1 M\$ et +	oui	prêt corporatif, moyennes/grandes entreprises, import/export, international, projets, marchés/capitaux, change
BANQUE BARCLAYS DU CANADA - Howard J. Gosselin (514) 871-8844	oui	oui	oui	2 M\$ et +	oui	commercial et industriel, immobilier corporatif, financement international, projets, marchés/capitaux
BANQUE CHASE MANHATTAN DU CDA - Denis Aubin (514) 849-1475	oui	oui	oui	10 M\$ et +	oui	financement corporatif (naturelles, communication) gestion des risques financiers, international
BANQUE COMM. ITALIENNE DU CDA - Michel Bucci (514) 323-1661	oui	oui	oui	aucune limite	oui	commercial, import/export, immobilier, manufacturier, multinationales, détail, change
BANQUE D'AMÉRIQUE DU CDA - Gilles De Montigny (514) 938-1600	oui	oui	oui	5 M\$ et +	non	financement de grandes entreprises, international, immobilier, projets
BANQUE DE BOSTON DU CDA - Michel Durocher (514) 397-9240 #206	oui	oui	oui	5 M\$ à 20 M\$	non	commercial et industriel
BANQUE DE TOKYO - Amos Simpson (514) 875-9261	oui	oui	oui	3 M\$ et +	oui	aucune préférence
BANQUE FUJI DU CANADA - François Bienvenu (514) 393-8748	oui	oui	oui	5 M\$ et +	occasionnellement	grandes entreprises, multinationales
BANQUE HONGKONG DU CANADA - Patrice Blondel (514) 875-8790 - Robert Bateman (514) 866-2841	oui	oui	oui	500 000 \$ et +	non	commercial, import/export
BANQUE NATIONALE DE GRÈCE CDA - Thetis Constantinidis (514) 954-1522	oui	oui	oui	jusqu'à 5 M\$	oui	PME manufacturière (gros et détail), secteur des services, commercial, import/export
BANQUE NATIONALE DE PARIS (CDA) - François Audet (514) 285-6120 - Bernard Kennepohl (514) 285-7509	oui	oui	oui	1 M\$ et +	selon le cas	import/export, crédits commerciaux, industriels/institutionnels à court et moyen termes, achat/vente de devises
BANQUE NATIONAL WESTMINSTER CDA - Luc St-Arnault (514) 287-1666	oui	oui	oui	1 M\$ et +	oui	prêt corporatif grande entreprise, financement de projets et international, marché des capitaux et change
BANQUE NAZIONALE DEL LAVORO DU CDA - Armando Portuga (514) 281-0077	à court terme	max. 5 ans	non	500 000 \$ et +	oui	manufacturier, commercial, import/export
BANQUE RÉPUBLIQUE NATIONALE DE NEW-YORK (CDA) - Olive Dunn (514) 381-8566	oui	oui	oui	500 000 \$ et +	non	import/export, changes, L/G, manufacturier, distribution, immobilier, construction, grossiste
CITIBANQUE CANADA - Gaëtan Favreau (514) 393-7507	oui	oui	oui	10 M\$ et +	oui	grandes entreprises, immobilier, titrisation d'actifs, marché des capitaux
CRÉDIT LYONNAIS CANADA - Jérôme Courcier (514) 499-8744	oui	oui	oui	1 M\$ et +	oui	commerce international, grande entreprise, produits dérivés
CRÉDIT SUISSE CANADA - Alain M. Bernard (514) 933-8774	oui	oui	oui	5 M\$ et +	(cas particuliers)	grandes entreprises
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE (CANADA) - Francis Champigny, - J.C. Pépin (514) 875-0330	oui	oui	oui	1 à 15 M\$	oui	commercial, commerce extérieur. Dans tout autre secteur, la qualité du produit est seule prise en compte

Tableau: LES AFFAIRES - Renseignements colligés par Céline Gélinas.

L'industrie des pâtes et papiers a besoin de 5 milliards de dollars

L'industrie québécoise des pâtes et papiers a besoin de cinq milliards de dollars pour sortir de son marasme et redevenir prospère.

C'est du moins l'avis du consultant Gilles Couture, qui préconise l'allocation de ce montant à la construction de trois usines de papier fin et de trois ou quatre usines de papier journal d'une capacité de 200 000 tonnes par année.

« Les papetières québécoises doivent se retirer graduellement du papier journal, dans lequel elles ont perdu tout avantage concurrentiel, affirme-t-il.

« La demande pour ce produit est stagnante et se déplace de plus en plus vers les pays en développement, capables de produire en bas de nos coûts avec les équipements vétustes qu'ils nous achètent. »

La qualité de la fibre des arbres locaux, selon lui, convient davantage à la production de papier fin. L'utilisation qu'on en fait actuellement équivaut à ses yeux à faire du steak haché avec du filet mignon.

Comme les usines de papier fin coûtent environ un milliard à construire, il s'agit aussi d'un investissement que peu de pays seront en mesure de faire. A cause de leur main-d'œuvre très qualifiée, elles ne peuvent non plus être implantées n'importe où.

« Voulant bien admettre que l'argent ne pousse pas dans les arbres pour autant, M. Couture suggère de créer des instruments per-

mettant de réunir les fonds du public et des institutions financières. Il estime que les efforts du gouvernement en prêts et déductions fiscales devront s'élever à trois milliards de dollars, tandis que les entreprises du secteur et les banques devront se partager le reste des investissements sous forme de risque.

Un régime d'épargne-actions (REA) sectoriel pourrait être lancé et réparti entre les entreprises désireuses d'en bénéficier selon des règles précises quant aux retombées prévues. Ou bien des sociétés de capitalisation des entreprises québécoises (SOCAP), une sorte de société de placement dans l'entreprise québécoise (SPEQ) pour grande entreprise, réuniraient des fonds individuels et institutionnels.

L'avantage de la SOCAP découlerait du fait que les institutions financières, bénéficiant de déductions fiscales au même titre que les particuliers, participeraient à la gestion dans le but de maximiser le rendement de leur investissement. Un tel instrument est déjà envisagé dans les officines gouvernementales, précise M. Couture.

L'importance du secteur des pâtes et papiers, qui emploie encore 28 000 personnes dans une quinzaine de villes, justifie qu'on y consacre autant d'efforts collectifs, soutient le consultant.

VALLIER
LAPIERRE

et les exportations



Photo: Jean-Guy Paradis LES AFFAIRES

Luc Provencher, vice-président, Prêts et exploitation, à la Banque fédérale de développement, dit que les instruments traditionnels répondent de moins en moins aux besoins des entreprises innovatrices tournées vers l'exportation.

Soutenues par les ministères concernés sur le plan des dépenses de marketing et de voyages, les PME faiblement capitalisées affrontent de leur côté un problème de fonds autogénérés insuffisants lorsque les commandes arrivent.

La BFD se distingue des joueurs privés dans le prêt à terme à taux variable, comme le **Crédit industriel Desjardins (CID)** et **RoyNat**, en intervenant alors que les firmes sont beaucoup plus jeunes. « On prend parfois les gens à la sortie des universités. On a aidé **Charles Sirois** à acheter **National Paget** », note M. Provencher.

Particularités

Le CID et RoyNat ont aussi leur particularité.

Le premier offre un prêt à terme à taux variable, une pratique inhabituelle. En plus de prêts conventionnels, RoyNat gère un fonds de prise de participation constitué de ses propres capitaux et de ceux d'autres partenaires.

cet angle, il voit des signes manifestes de reprise en soulignant que plusieurs cas de projets d'expansion ont été soumis depuis un an, et non plus uniquement des problématiques de refinancement.

« Dans notre domaine, on est dans un cycle où beaucoup de joueurs se retirent. Il y a moins de monde. Cela explique aussi pourquoi on reçoit plus de demandes intéressantes depuis quelques temps », affirme M. Potvin.

**VALLIER
LAPIERRE**

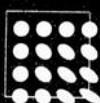
Ex-client du CID, **Jean-François Hamel**, président du **Groupe Hamel** de Saint-Eustache, est revenu au bercail il y a deux ans en profitant de la souplesse du prêt à terme à taux variable.

« La garantie hypothécaire s'élève à 70 % de la valeur de mes trois concessions automobiles sans acte fiduciaire sur le reste de mon actif », précise M. Hamel.

Après avoir magasiné auprès de RoyNat et de la BFD, c'est ce que M. Hamel avait trouvé de plus avantageux. La chose étonne peu M. Provencher pour qui les dossiers retenus par la BFD sont ceux qui n'intéressent pas les prêteurs privés.

Gustave Potvin, vice-président de RoyNat pour la région du Québec, indique que son institution privilégie les entreprises manufacturières pour les accompagner dans leur croissance. Sous

Le meilleur des deux mondes !



**LE GROUPE
POUPART, de BLOIS inc.**
CONSEIL EN GESTION

3090, boul. Le Carrefour
Bureau 501
Laval (Québec)
H7T 2J7

Experts en crédits d'impôt
à la R-D depuis 1985

CRÉDIT D'IMPÔT À LA R-D= SCIENCE + FISCALITÉ

La majorité des entreprises qui développent de nouveaux produits ou améliorent leurs procédés de fabrication ignorent ou exploitent mal une importante source de fonds : les **crédits d'impôt à la R-D**.

Nos services vous assurent d'en tirer le meilleur parti :

- **Identification** des projets admissibles
- **Développement et organisation** de l'information scientifique et comptable
- **Rédaction** du rapport technique comptable
- **Préparation** des réclamations
- **Évaluation** des aspects fiscaux
- **Assistance complète** lors des vérifications
- **Implantation** d'un système de collecte de l'information pour réclamations ultérieures

Vous avez **tout à gagner**. Nous pouvons partager dans les coûts rattachés à la préparation de vos réclamations.

**POUR UNE ÉVALUATION SANS FRAIS
(514) 681-6299**

Affilié à
Poupart Ricard Bérard Brideau
Comptables agréés

des relations qui mènent loin.

Vous êtes entrepreneur.

Vous êtes reconnu comme un leader dans votre industrie.

Vous avez des projets de développement pour votre entreprise, au Québec ou à l'étranger.

La Caisse peut alors vous accompagner dans votre croissance.

Son vaste réseau de contacts et l'expertise de son équipe de professionnels en font un partenaire financier des plus recherchés.

Des investissements rentables. Une vision globale.

Une réelle contribution au dynamisme de l'économie du Québec.



Le capital actif des Québécois.



**Évaluation en
équipement
• industriel •**

BUT :

- Assurance
- Financement
- Achat/Vente d'actifs
- Ré-évaluation aux états
- Expert en sinistres pour les assureurs

- Valeurs de remplacement
- Valeurs dépréciées

**«DES VALEURS SÛRES
& INDÉPENDANTES...»**

Conrad Berthiaume, Ing.
(514) 335-6249



FINANCEMENT

Pointez du doigt
vos besoins en capitaux

Vous êtes en affaires et vous avez
des besoins en capitaux
de 1 000 000 \$ ou plus.

N'hésitez pas à nous contacter.
Nous pouvons vous aider.

Autres services:

- 1- Évaluation de projets d'investissements et recherches de partenaires financiers;
- 2- Financement d'entreprise;
- 3- Formation et assistance technique à la gestion;
- 4- Marketing et planification stratégique;
- 5- Services internationaux.

Pour information:
Gilles Couture, MBA
Québec
Tél.: (418) 524-1816
Fax: (418) 524-1288

Gilles
Couture Ltée

Martineau Walker
AVOCATS

Groupe de pratique en financement bancaire

MONTRÉAL

Tour de la Bourse, Bureau 3400, 800 Place-Victoria
Montréal, Canada H4Z 1E9
Téléphone 514/397-7400

QUÉBEC

Immeuble Le Saint-Patrick, Bureau 800, 140, Grande Allée Est
Québec, Canada G1R 5M8
Téléphone 418/640-2000

Fasken Martineau

Montréal Québec Toronto Vancouver (affilié) Londres Bruxelles Budapest

Crédit d'impôt pour favoriser la capitalisation des PME

Au cours des 12 derniers mois, la **Société de développement industriel du Québec (SDI)** a émis 33 visas de placements admissibles totalisant quelque 8,8 M\$.

Et durant cette même période, le nombre de demandes d'information à propos du crédit d'impôt remboursable à la capitalisation des petites et moyennes entreprises (PME) a progressé de façon marquée.

Le programme gouvernemental québécois fournit aux PME qui désirent faire participer des partenaires institu-

tionnels à leur capital-actions, un allègement fiscal pouvant constituer pour elles un important levier financier.

Admissibilité

C'est pour pallier les difficultés qu'éprouvent les PME à se capitaliser que le ministre des **Finances du Québec** avait annoncé, en mai 1991, l'introduction de ce crédit d'impôt remboursable à la capitalisation.

Le programme s'adresse plus particulièrement aux sociétés légalement constituées dans lesquelles des investisseurs institutionnels de capital de risque prennent une participation au capital.

Le programme gouvernemental vise essentiellement à favoriser l'accroissement de la capitalisation des PME et à les inciter à s'associer avec des institutions financières et sociétés à capital de risque à caractère public (*partenaires institutionnels*). Ainsi, les PME peuvent bénéficier de l'expertise des partenaires tout au long de la durée du placement (durée minimale de cinq ans).

Lors des deux derniers discours sur le budget provincial, le ministre des Finances a annoncé des aménagements au fonctionnement du programme.

Modalités et restrictions

Le crédit d'impôt remboursable à la capitalisation s'établit à 24 % du montant du placement effectué sous forme d'actions ordinaires et à 12 % du montant du placement fait sous forme de débenture convertible ou d'actions privilégiées convertibles en actions ordinaires.

(N.B. Ce crédit d'impôt provincial est remboursable en totalité dans la mesure où l'impôt autrement payable est inférieur au montant du crédit d'impôt pouvant être réclamé.)

Pour avoir droit au crédit d'impôt à la fin de son année d'imposition, la PME admissible doit avoir fait l'objet d'un placement ayant un visa de la SDI.

Par ailleurs, le ministre limite les partenaires institutionnels à une participation globale minoritaire (moins de 50 %), les empêchant ainsi de prendre le contrôle de la société admissible pendant toute la durée du placement.

Contrairement à ce qui se produit dans le cas d'autres programmes fiscaux, le cré-

dit d'impôt remboursable à la capitalisation est offert à la société admissible et non à son partenaire institutionnel.

Investisseurs

Parmi les investisseurs admissibles, on compte les principales institutions financières (les caisses populaires, les banques, la **Caisse de dépôt et placement du Québec**, le **Fonds de solidarité des travailleurs du Québec** ainsi que certaines sociétés privées à capital de risque à caractère public, notamment la **Société d'investissement Desjardins**, la **Banque fédérale de développement et Gestion Estrie-Capital**)

En outre, il s'est récemment formé plusieurs fonds de capital de risque régionaux ou à vocation technologique qui regroupent, entre autres, une part importante des partenaires institutionnels oeuvrant dans le milieu du capital de risque.

Les dispositions du programme permettent aussi à la SDI de reconnaître comme investisseur admissible un regroupement sous forme de société en commandite, un consortium d'investissement ou une autre forme d'association dans la mesure où les participations des membres, participants ou actionnaires proviennent principalement (plus de 50 %) de partenaires institutionnels.

Alliances

Grâce au programme gouvernemental, des alliances stratégiques peuvent être conclues entre les partenaires commerciaux ou industriels et les partenaires institutionnels afin que ceux-ci procèdent à un placement dans le cadre de nouvelles mesures et entraînent ainsi un crédit d'impôt remboursable pour la totalité du montant qu'investit le consortium d'investissement.

Cette structure favorise la consolidation de liens commerciaux ou industriels entre les partenaires et la création d'une synergie; elle rassure le partenaire institutionnel quant au risque associé à son placement.

Enfin, l'expertise et l'aide à la gestion de partenaires commerciaux et institutionnels constituent d'importants atouts pour les PME.

JEAN THÉBERGE

Jean Théberge, avocat associé, fait partie de l'étude Lapointe Rosenstein.



LE DROIT DE LA RÉUSSITE

Défis. Nouvelles occasions. Sommets.

Forts de nombreuses années d'expérience

dans le milieu financier, les avocats de

Desjardins Ducharme Stein Monast sont

fiers de contribuer au développement des

entreprises en les assistant dans toutes les

étapes de leur croissance.



DESJARDINS DUCHARME STEIN MONAST
AVOCATS

MONTRÉAL
600, RUE DE LA GAUCHETIÈRE OUEST
BUREAU 2400, MONTRÉAL (QUÉBEC)
H3B 4L8
TÉLÉPHONE : (514) 878-9411
TÉLÉCOPIEUR : (514) 878-9092

QUÉBEC
1150, RUE DE CLAIRE-FONTAINE
BUREAU 300, QUÉBEC (QUÉBEC)
G1R 5G4
TÉLÉPHONE : (418) 529-6531
TÉLÉCOPIEUR : (418) 523-5391

MEMBRE DE LA SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
TORY DUCHARME LAWSON LUNDELL
LONDRES • HONG KONG

AFFILIÉ À
TORY TORY DESLAURIERS & BINNINGTON
TORONTO
LAWSON LUNDELL LAWSON & MCINTOSH
VANCOUVER

MEMBRE DE LEX MUNDI, AFFILIATION INTERNATIONALE DE PLUS DE 110 CABINETS D'AVOCATS INDÉPENDANTS

FINANCEMENT OFFERT PAR LES SOCIÉTÉS DE FIDUCIE

NOM DE L'INSTITUTION - personne-ressource	FINANCEMENT À TERME					Secteurs de financement préférés	Secteur où l'institution ne prête pas, ni n'investit
	Marge de crédit	À taux flottant	À taux fixe	Minimum/maximum d'un prêt	Financement non garanti		
FIDUCIE CANADIENNE ITALIENNE - Gemi Giaccari (514) 270-4124	oui	oui	oui	0 à 500 000 \$	occasionnellement	hypothèques résidentielles, marge de crédit pour petits commerces	tours à bureaux, industriel, entrepôts
FIDUCIE CONFÉDÉRATION - Yvon Hardy (514) 393-3770	oui	oui	non	5 000 à 250 000 \$	oui	hypothèques résidentielles propriétaire occupant, marge de crédit	
FIDUCIE DESJARDINS - Yves Aubin (514) 286-5836	non	oui	oui	15 000 à 5 MS	non	hypothèques, prêts agricoles, intérimaires, spéciaux, avances (secteur parapublic)	prêts commerciaux
FIDUCIE LA MÉTROPOLITAINE - Guy Charette (514) 849-5564	non	oui	oui	700 000 \$ et +	exceptionnellement	immobilier seulement	
SOCIÉTÉ CANADA TRUST - Joe Calabrese (514) 847-2511	particuliers	oui	oui	500 000 \$ et +	non	hypothèques résidentielles et commerciales	hôtellerie, restauration, industriel
TRUST BONAVENTURE - Julie Tessier (514) 879-9257	non	non	oui	50 000 \$ et +	non	hypothèques seulement, immobilier résidentiel	
TRUST NATIONAL - Gilles Lefebvre (514) 842-2001	particuliers	oui	oui	0 - 10 MS	non	prêts hypothécaires (multi-résidentiel et commercial) industriel et résidentiel	hôtellerie
TRUST NORD AMÉRICAIN - Richard Dansereau (514) 842-4851 - Perry Catellier	non	oui	oui	4 MS et +	non	immobilier (multi-résidentiel)	hypothèques résidentielles unifamiliales
TRUST PRÊT ET REVENU - Serge Gingras (418) 692-1221 - Louis Grefford (514) 288-1221	particuliers	oui	oui	0 - 5 MS	non	immobilier (résidentiel et multi-logements)	manufacturier, hôtellerie et commercial

Notes : Certaines sociétés de fiducie ont réorienté leurs activités vers les services fiduciaires et n'offrent plus de financement. C'est le cas du Trust CIBC, du Trust Général et du Trust Prenor alors que le Montréal Trust a regroupé à Toronto son service de financement.
D'autres référeront les demandes de prêts aux banques qui les ont acquises, le Trust La Laurentienne à la Banque Laurentienne, le Trust Général à la Banque Nationale.
Les regroupements continuent: la Société nationale de fiducie a été fusionnée à la Banque Laurentienne, le Trust First City est devenu le Trust Nord Américain et le Trust Prenor envisage de passer en d'autres mains cette année.

Tableau: LES AFFAIRES - Renseignements colligés par Céline Gélinas.

PASSEZ À L'ACTION AVEC LES AFFAIRES ET CANTEL



Branchez-vous sur LES AFFAIRES et gagnez un forfait cellulaire CANTEL!

Vous pourriez gagner l'un des 10 forfaits cellulaires Cantel d'une valeur de 1200 \$ chacun, incluant : • téléphone cellulaire portatif compact Motorola DPC 550 • frais de mise en service • frais d'accès au système • 12 mois de frais mensuels de base (incluant 30 minutes de temps d'antenne par mois) • 6 mois de 30 minutes de temps d'antenne additionnelles • 6 mois de message mobile • 6 mois de facturation détaillée.

* Les gagnants sont tous sujet à l'approbation de crédit standard de Cantel.
(Une gracieuseté de Cantel et des détaillants Rogers Centres de Service Cantel)

ÉCONOMISEZ JUSQU'À 67% SUR LE PRIX EN KIOSQUE!

- Liste des détaillants Rogers Centres de Service Cantel
- 1021, boul. Université, Chicoutimi (Qc) Tél.: (418) 690-0535, Fax: (418) 690-0538
 - 1565, boul. Lemire, Drummondville (Qc) Tél.: (819) 478-0851, Fax: (819) 478-5045
 - 3364, boul. St-Martin O., Chomedey, Laval (Qc) Tél.: (514) 682-2640, Fax: (514) 682-3227
 - 5954, boul. Métropolitain est, Montréal (Qc) Tél.: (514) 257-8826, Fax: (514) 257-8393
 - 770, rue Notre-Dame ouest, Montréal (Qc) Tél.: (514) 875-9512, Fax: (514) 875-6149
 - 2700, Jean-Perrin, Édifice 101, Québec (Qc) Tél.: (418) 843-0000, Fax: (418) 843-7616
 - 6315, Côte-de-Liesse, Saint-Laurent (Qc) Tél.: (514) 738-3833, Fax: (514) 738-1682
 - 1247, ave McGill College, Montréal (Qc) Tél.: (514) 871-1871, Fax: (514) 871-8611

Vous pouvez obtenir les règlements du concours en écrivant à :
Règlements, Concours
«Passez à l'action avec LES AFFAIRES et CANTEL»
1100, boul. René-Lévesque ouest, 24^e étage
Montréal (Québec) H3B 4X9

Pour participer au concours «Passez à l'action avec LES AFFAIRES et CANTEL», vous n'avez qu'à vous abonner ou à prolonger votre abonnement au journal LES AFFAIRES en cochant votre choix sur le bulletin ci-contre (ou sur le bulletin encarté dans le journal) et en le postant aujourd'hui même. Voilà une autre bonne raison de vous brancher sur LES AFFAIRES!

Remplissez votre bulletin d'abonnement et de participation et postez-le aujourd'hui même!

Restez bien à l'écoute du monde des affaires grâce au journal LES AFFAIRES, le journal des décideurs.

Avec le journal LES AFFAIRES, vous prenez toujours la bonne décision. Il vous branche sur les banques de données financières les plus à jour, les meilleures occasions d'affaires dans votre région et dans la province, les transactions immobilières les plus intéressantes, les tendances économiques, les analyses et les conseils d'experts que vous ne trouvez nulle part ailleurs!

Vous obtenez également le nouveau LES AFFAIRES TRIMESTRIEL, le Magazine Affaires Plus et l'annuaire «Les 500 plus importantes entreprises au Québec.»

Abonnez-vous ou prolongez votre abonnement au journal LES AFFAIRES et économisez jusqu'à 161,25 \$ sur le prix en kiosque!

BULLETIN D'ABONNEMENT ET DE PARTICIPATION

OUI! Je désire participer au concours «Passez à l'action avec LES AFFAIRES et CANTEL» et recevoir le journal LES AFFAIRES ainsi que le Magazine Affaires Plus selon le choix que j'ai coché ci-dessous.

Nom _____
Prénom _____
Fonction / profession _____
Adresse _____ App. _____
Ville _____ Province _____
Code Postal _____ Téléphone _____
 Ne transmettez pas mon nom à d'autres annonceurs.

79,95 \$ POUR 2 ANS
69,18 \$ + 4,85 \$ (TPS 7%) + 5,92 \$ (TVQ 8%) = 79,95 \$
92^{nos} du journal + 8^{nos} Les Affaires Trimestriel + 20^{nos} du Magazine Affaires Plus
J'économise 67% sur le prix total en kiosque

54,95 \$ POUR 1 AN
47,55 + 3,33 \$ (TPS 7%) + 4,07 \$ (TVQ 8%) = 54,95 \$
46^{nos} du journal + 4^{nos} Les Affaires Trimestriel + 10^{nos} du Magazine Affaires Plus
J'économise 54% sur le prix total en kiosque

Je prolonge mon abonnement au journal LES AFFAIRES ainsi qu'au Magazine Affaires Plus.
Mon numéro d'abonné est: _____

Facturez-moi. **Je joins mon paiement.**

Les prix suivants sont en vigueur au Canada seulement:

Prix courant	en kiosque	abonnement
	1 an	2 ans
LES AFFAIRES	1,50 \$	34,96 \$
LES AFFAIRES Trimestriel	1,50 \$	6 \$
AFFAIRES Plus	2,95 \$	11,11 \$
		16,67 \$

Numéros d'inscription: TPS: R104343249, TVQ: 1001-964-662
Postez votre bulletin au: 1100, Boul., René-Lévesque O., 24^e étage, Montréal (Québec) H3B 4X9.
Votre bulletin doit nous parvenir au plus tard le 15 octobre 1993, à minuit.
Postez dès aujourd'hui!



FINANCEMENT OFFERT PAR LES SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT

(suite à la page B-9)

NOM DE L'INSTITUTION - personne-ressource	Marge de crédit	FINANCEMENT À TERME			Financement non garanti	Investissement dans capital-actions	INVESTISSEMENT DANS CAPITAL-ACTIONS minimum/maximum		Secteurs d'investissement préférés	Secteur où l'institution ne prête pas, ni n'investit
		À taux flottant	À taux fixe	Minimum/maximum d'un prêt			actions ordinaires	actions privilégiées		
ALTAMIRA CAPITAL CORPORATION - Christopher J. Winn (514) 631-2682	non	non	non	-	non	oui	500 000 à 5 M\$	-	manufacturier et de services	immobilier et ressources naturelles
BANQUE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT - Achem Abboud (514) 283-2677 - André Bourdeau (514) 283-2860	non	oui	oui	aucune limite	oui (1)	oui	250 000 à 5 M\$	250 000 à 5 M\$	petite et moyenne entreprise	établissements financiers, exploration, résidentiel, organismes sans but lucratif
BCE VENTURES - Jeffrey B. Finestone (514) 397-7168 - Gaston Meilleur (514) 397-7164	non	non	non	-	non	oui	500 000 à 3 M\$	500 000 à 3 M\$	haute technologie, télécommunications et secteurs connexes	immobilier, ressources naturelles
BNP (DIVISION CRÉDIT-BAIL) - Rémi Barrière (514) 285-6048	fin. intermédiaire	oui	oui	200 000 \$ et +	non	non	-	-	location d'équipement de production, imprimerie, transport, construction, informatique	aucune restriction, selon l'évaluation du dossier
CAI CAPITAL - Mark Culver (514) 849-1642	non	non	non	-	oui	oui	25 M à 40 M\$	25 M à 40 M\$	aucune préférence	immobilier et démarrage
CAISSE DE DÉPÔT/PLACEMENT DU QUÉBEC - Normand Provost (national) - R. Desrochers (inf'l) (514) 842-3261	non	exceptionnellement	exceptionnellement	500 000 \$ et + (2)	déb. conv. ou participantes	oui	500 000 \$ à 30% du cap. de l'ent.	occasionnellement	aucune préférence	aucune restriction
CAPIDEM QUÉBEC - André Nadeau (418) 681-1910 - Serge Olivier (418) 397-4676	non	non	non	-	oui	oui	50 000 à 500 000 \$	-	manufacturier et de services	détail, services financiers, exploration, immobilier



Permettez-nous de contribuer à votre réussite.

Vous visez la stabilité financière pour ainsi pouvoir disposer de plus de temps à vous, loin du travail?

Les comptables agréés peuvent vous aider de bien des façons à faire croître votre entreprise. De nos jours, l'informatisation joue un rôle prépondérant dans les affaires. Un comptable agréé saura élaborer et mettre en place un système efficace qui convient à vos besoins.

Petite ou grande entreprise, faites appel à un comptable agréé et vous tirerez parti de compétences solides et diversifiées. Vous bénéficierez d'une vaste gamme de services pour maximiser la performance financière de votre entreprise. Nous voulons contribuer à vos réalisations.



Comptables
agréés
du Canada

1-800-363-2422 Ressources / Renseignements.
Nous serons heureux de répondre à vos questions.

Sauvé de la faillite par une alliance de prêteurs

Acculée à la faillite certaine, une PME évoluant dans un secteur en difficulté a réussi à se restructurer en avril avec la collaboration de six prêteurs, suite à l'intervention d'un consultant.

Celui-ci, **Robert Paré**, associé de la firme **Biron Lapierre & Associés**, accepta le défi de refinancer l'entreprise sur une base entièrement nouvelle après avoir jugé qu'elle était viable. Avec un chiffre d'affaires de 10 M\$, elle avait réalisé des profits au cours des dix années précédant la récession.

« Elle venait tout juste de faire quelques petites acquisitions. Le patron s'est fait dire qu'il n'aurait à tenir qu'un an avant que les affaires reprennent. L'année dernière a été très difficile et la banque a perdu confiance », explique M. Paré.

Spécialiste en recherche de financement, il signale que le simple refinancement des actifs d'une entreprise est l'affaire du comptable. Lorsqu'il s'agit de restructurer au complet la dette, il est préférable de faire affaire avec un expert.

La **Banque fédérale de développement** (BFD) et trois des fournisseurs principaux ont été appelés à collaborer d'entrée de jeu. On leur a expliqué que l'intervention de la **Société de développement industriel** (SDI) et l'injection de capitaux frais par le propriétaire serviraient également à redresser la situation.

« La présence de la SDI, sollicitée par le biais de son programme de relance, avait pour but de sécuriser les autres. Avec des conditions de remboursement moins exigeantes qui se traduisent par des congés de remboursement au besoin et des garanties moins fortes, elle procure aussi un répit à une entreprise en difficulté », note M. Paré.

Pour réduire le ratio dette/équité de deux à un, il fallait trouver 1,5 M\$. « Les joueurs se sont dits qu'ils préféreraient à leurs propres conditions si tous embarquaient. Ils

ont exigé cependant que le propriétaire soit entouré d'un conseil d'administration. Les gens qui mènent leurs affaires seuls font de plus en plus peur aux banques. »

La BFD, jouant un rôle socio-économique comme la SDI, n'a pas été difficile à convaincre d'égaliser le montant avancé par cette dernière (300 000 \$). La banque, qui avait le plus à perdre, s'est commise aussi pour la même somme. Les fournisseurs ont de leur côté converti leurs comptes à recevoir en dettes à percevoir sur trois ans.

Rémunéré à un tarif de base et une commission sur les fonds débloqués, M. Paré mentionne que Biron Lapierre, firme-conseil surtout active en acquisition et vente d'entreprises, ne s'occupe pas de redressement. « On était strictement là pour aider à restructurer le capital, ce qui a permis entre-temps au propriétaire de se consacrer uniquement à son exploitation », signale-t-il.

Les alliances de prêteurs se multiplieront au cours des prochaines années à cause des spécialisations de plus en plus prononcées de chacun d'eux. Les banques elles-mêmes sont les premières à vouloir se limiter à des prêts à demande.

De tels arrangements sont à prévoir en plus grand nombre. La récession a créé plusieurs entrepreneurs potentiels, selon M. Paré, parmi les ex-cadres mis à pied : une variété de spécialistes disposant de sommes rondellettes (paie de séparation et économies accumulées).

L'offre de capital de risque est devenue aussi fort diversifiée. Avec les nouvelles sociétés régionales d'investissements, le **Fonds de solidarité des travailleurs du Québec**, les banques d'affaires, une cinquantaine d'intervenants se distinguent maintenant dans leur créneau respectif.

GILLES
GAGNON

FINANCEMENT OFFERT PAR LES SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT

(suite à la page B-10)

NOM DE L'INSTITUTION - personne-ressource	Marge de crédit	FINANCEMENT À TERME			Financement non garanti	Investissement dans capital-actions	INVESTISSEMENT DANS CAPITAL-ACTIONS minimum/maximum		Secteurs d'investissement préférés	Secteur où l'institution ne prête pas, ni n'investit
		À taux flottant	À taux fixe	Minimum/maximum d'un prêt			actions ordinaires	actions privilégiées		
CAPIMONT - Hubert D'Amours (514) 398-0903	non	non	non	-	oui	oui	50 000 à 500 000 \$	-	aucune préférence	immobilier, commerce de détail
CAPITAL SARTIGAN - P. A. Pomerleau (514) 842-5955	non	non	non	-	oui	oui	50 000 \$ et +	50 000 \$ et +	aucune préférence	immobilier, exploration
CTRES D'AIDE AUX ENTREPRISES (QUÉ.) (3) - Serge Morin (514) 688-0576	occas.	oui	oui	jusqu'à 75 000 \$	non	oui	jusqu'à 49 %	jusqu'à 49 %	primaire, manufacturier, services, détail, distribution, immobilier	aucune restriction (3)
CORADIN - Pierre Lizotte (514) 658-0661	non	non	non	-	non	oui	500 000 \$ à 2 M\$	-	manufacturier, distribution de produits industriels	démarrage, immobilier, ressources naturelles
CORP. CANADIENNE DE FINANCEMENT - Dette senior: Andrew Bowker Thierry Glorieux (514) 287-9884 - Dette participative: - Jacques Roux (514) 287-9884	non	oui	oui	3 M\$ et +	oui	non	-	-	manufacturier, services, hydro-électricité	immobilier, ressources naturelles
CORPORATION DE CAPITAL CAPDA - Michel Gratton (514) 842-2975 - André Audet	non	oui	oui	250 000 \$ et +	exceptionnellement	oui	aucune limite	aucune limite	fabrication, énergie	ressources naturelles
CORPORATION FINANCIÈRE MONTCAP - Fred Moss (514) 842-2975	oui	non	non	25 000 \$ à 1 M\$	non	non	-	-	achat de comptes à recevoir	aucune restriction
CORPORATION FINANCIÈRE TÉLÉSYSTÈME - Bruno Ducharme (514) 868-7272	non	non	non	non	déb. conv. ou participantes	oui	500 000 \$ et +	rachetables	télécommunications, médias électroniques	démarrage
CORP. PLACEMENTS BANQUE ROYALE - Jean-Claude Arpin (514) 874-2856	non	non	non	-	oui	oui	1 à 10 M\$	1 à 10 M\$	aucune préférence, selon la performance de la compagnie	services financiers, immobilier, ress. naturelles
CRÉDIT-BAIL BANQUE ROYALE - Phil Lavoie (514) 874-3815	oui	oui	oui	50 000 \$ et +	oui	non	-	-	aucune préférence, selon la performance	aucune restriction
CRÉDIT-BAIL FINDEO - Serge Masse (514) 866-5555	non	non	oui	5 000 à 100 000 \$	non	non	-	-	équipement de production, de transport, d'excavation et d'imprimerie	ordinateurs et équipement de bureau
CRÉDIT-BAIL MONT-BLANC - Daniel Leblanc (514) 845-7875	non	oui	oui	2 500 à 100 000 \$	non	non	-	-	crédit-bail, contrats de vente conditionnelle, nantissement commercial sur tout genre d'équipement	aucune restriction
CRÉDIT-BAIL SOCIÉTÉ GÉNÉRALE (CDA) - Benoit Desmarais - Guy Boileau (514) 875-0330	non	oui	oui	max. 100 000 \$	non	non	-	-	transport, fabrication	aucune restriction
CRÉDIT INDUSTRIEL DESJARDINS - Serv. du marketing (514) 286-3600	non	oui	oui	100 000 à 10 M\$	mezzanine	non	-	-	tous les secteurs où oeuvre la PME	hypothèques résidentielles, multi-familiales
FONDS/DÉV. ÉCON. LAPRADE CHAMPLAIN - Gilles Soumis (819) 523-2375	non	oui	oui	max. 150 000 \$	non	oui	25 000 à 150 000 \$	-	manufacturier, transformation, services	aucune restriction

LE GROUPE DROIT DES AFFAIRES ET FINANCEMENT

*Une expertise de haut niveau
orientée vers la qualité du service
et la satisfaction du client.*

Bélangier Sauvé

AVOCATS

1, Place Ville Marie, Bureau 1700, Montréal (Québec) H3B 2C1
Téléphone : (514) 878-3081 • Télécopieur : (514) 878-3053

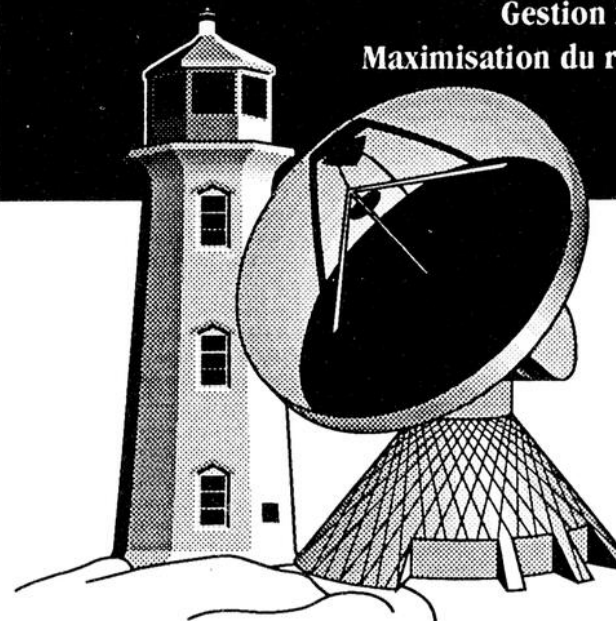
Cabinets affiliés

Toronto: Gardiner, Roberts • Hull : Letellier et associés

CGA VOUS POUVEZ COMPTER SUR NOUS !

D'hier

Fiscalité
Expertise comptable
Système d'information de gestion
Gestion financière
Maximisation du rendement



LA CORPORATION PROFESSIONNELLE
DES COMPTABLES GÉNÉRAUX LICENCIÉS
DU QUÉBEC

445 St-Laurent, bureau 450, Montréal Qc H2Y 2Y7
Téléphone : (514) 861-1823 • Fax : (514) 861-7661
1 800 463-0163

à demain

FINANCEMENT OFFERT PAR LES SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT

(suite à la page B-11)

NOM DE L'INSTITUTION - personne-ressource	Marge de crédit	FINANCEMENT À TERME			Financement non garanti	Investissement dans capital-actions	INVESTISSEMENT DANS CAPITAL-ACTIONS minimum/maximum		Secteurs d'investissement préférés	Secteur où l'institution ne prête pas, ni n'investit
		À taux flottant	À taux fixe	Minimum/maximum d'un prêt			actions ordinaires	actions privilégiées		
FONDS/DEV. ECON. LAPRADE DRUMMOND - Joanne Allard (819) 474-6477	non	préf. -3 % min. 6 %	non	max. 50 000 \$	non	non	-	-	manufacturier, projets de 500 000 \$ et moins	développement, redressement
FONDS/DEV. ECON. LAPRADE PORTNEUF - Gilles Fortin (418) 268-5551	non	non	oui	max. 75 000 \$	pos- sible	oui	-	5 000 à 75 000 \$	manufacturier, récréo-touristique, commercial, détail, services	aucune restriction
FONDS/DEV. ECON. LAPRADE ST-MAURICE - François Dugré (819) 537-5107	non	oui	oui	max. 100 000 \$	oui	oui	max. 100 000 \$	max. 100 000 \$	manufacturier, récréo-touristique commercial, services	immobilier
FONDS/DEV. ECON. LAPRADE TR.-RIVIÈRES - Johanne Hamel (819) 376-6360	non	oui	non	max. 100 000 \$	non	oui	-	max. 100 000 \$	manufacturier, services	commercial
FONDS/DEV. INDUST. RICHMOND WOLFE - Luc Pinard (819) 826-6511	non	oui	oui	25 000 à 150 000 \$	oui	oui	25 000 à 150 000 \$	25 000 à 150 000 \$	manufacturier	commercial, services touristiques
FONDS DE SOLIDARITÉ (F.T.Q.) (4) - Denis Dionne (514) 285-8700 - à compter du 7 sept. (514) 383-8383	non	non	non	-	oui	oui	100 000 à 20 MS	100 000 à 20 MS	tous les secteurs où oeuvre la PME	aucune restriction (au Québec seulement)
GE CAPITAL CANADA - Yves Turbide (514) 394-6611 - Serge Leduc (514) 394-6607	immo- bili- sation	oui	oui	50 000 \$ et +	non	non	-	-	location d'équipement, production, imprimerie, transport, foresterie, construction, informatique	aucune restriction, selon l'évaluation du dossier
GESTION ESTRIE CAPITAL - Mario Beaudoin (819) 822-4244	non	non	non	-	oui	oui	100 000 à 500 000 \$	100 000 à 500 000 \$	manufacturier, services, distribution	détail, immobilier, ressources naturelles
GESTION INVESTISSEMENTS G.I.M. - Dominique Arsenault (418) 364-3800	non	non	non	-	oui	oui	50 000 à 400 000 \$	50 000 à 400 000 \$	manufacturier, services	détail, immobilier, finance, exploration minière, pétrolière
INNOCAN - Lenore Lewis (514) 281-1944	non	non	non	-	non	oui	min. 51% du cap.-actions	-	aucune préférence	ressources naturelles
INVESTISSEMENT DESJARDINS Capital Desjardins - Pierre Brunet (514) 281-7131	non	non	non	-	oui	oui	500 000 à 10 MS	500 000 \$ à 10 MS	aucune préférence, selon la performance de la compagnie	ressources naturelles, immobilier, démarrage
Gestion Desjardins - Pierre Brunet (514) 281-7131	non	non	non	-	oui	oui	10 MS et +	10 MS et +	aucune préférence, selon la performance de la compagnie	ressources naturelles, immobilier, démarrage
Tremplin Desjardins - Bernard Paradis (514) 281-7348	non	non	non	-	oui	oui	100 000 à 500 000 \$	100 000 à 500 000 \$	aucune préférence, selon la performance de la compagnie	ressources naturelles, immobilier, démarrage
INV. MAURICIE, BOIS-FRANCS, DRUMMOND - Pierre Giroux (819) 372-3300	non	non	non	-	oui	oui	50 000 à 500 000 \$	50 000 à 500 000 \$	manufacturier, industriel, tertiaire moteur	détail, services financiers, immobilier, ress. naturelles
LOCATION DESJARDINS - Yvan Saint-Jean (514) 686-4604	non	oui	oui	2 500 \$ et +	non	non	-	-	la pme, professionnels et particuliers	aucune restriction
MELCO (Location d'équipement) - Gérald Voyer (514) 923-8599	non	oui	oui	5 000 \$ et +	oui	non	-	-	industriel et commercial	consommateurs
NOVACAP (5) - Marc Beauchamp, J.-P. Chartrand - Jacques Tousignant (514) 282-1383	non	non	non	-	oui	oui	1 à 10 MS	1 à 12 MS	manufacturier, de services, haute technologie	immobilier et ressources naturelles



CRÉDIT LYONNAIS CANADA



FILIALE DU CRÉDIT LYONNAIS (Fondé en France en 1863)
Siège social : 2000 Mansfield, Montréal, Québec H3A 3A6
Tél. : (514) 288-4848 Téléc. : 05-25245
Télécopieur : (514) 288-5679

Succursale : 2000 Mansfield, Suite 1610, Montréal, Québec H3A 3A6
Tél. : (514) 288-4848 Téléc. : 05-25245 Télécopieur : (514) 288-9683

Succursale : One Financial Place, Suite 2505, B.P. 190,
One Adelaide Street East, Toronto, Ontario M5C 2V9
Tél. : (416) 947-9355 Téléc. : 06-23968 Télécopieur : (416) 947-9471

Succursale : Suite 1670, Bow Valley Square 1,
202 - Sixth Avenue S.W., Calgary, Alberta T2P 2R9
Tél. : (403) 263-1080 Téléc. : 03-821195 Télécopieur : (403) 263-4095
Tél. : (604) 685-3300 (à Vancouver)

EST-CE QUE VOTRE COMPAGNIE
DISPOSE DE LA MEILLEURE
STRUCTURE FINANCIÈRE ?

- Voulez-vous augmenter votre marge de manoeuvre avec votre banque ?
- Voulez-vous financer à long terme votre centrale hydro-électrique ou thermique ?
- Voulez-vous entreprendre une expansion au Canada ou aux Etats-Unis ?
- Voulez-vous privatiser votre compagnie ?
- Voulez-vous racheter un actionnaire ?
- Voulez-vous améliorer votre "flux monétaire" ?
- Voulez-vous augmenter la base de capital de votre entreprise ?
- Voulez-vous acheter un compétiteur ?

Si vous avez répondu "oui" à l'une de ces questions il serait primordial de parler avec les professionnels de CCFL. Nous pouvons fournir les instruments financiers tels que le financement à terme, la dette subordonnée et l'équité pour permettre à votre compagnie de disposer de la meilleure structure financière.

CCFL

CORPORATION CANADIENNE DE
FINANCEMENT LIMITEE

Montréal

Toronto

Pour de plus amples informations, contacter
M. Andrew Bowker, M. Thierry Glorieux ou M. Jacques Roux
(514) 287-9884

FINANCEMENT OFFERT PAR LES SOCIÉTÉS DE FINANCEMENT

NOM DE L'INSTITUTION - personne-ressource	Marge de crédit	FINANCEMENT À TERME			Financement non garanti	Investissement dans capital-actions	INVESTISSEMENT DANS CAPITAL-ACTIONS minimum/maximum		Secteurs d'investissement préférés	Secteur où l'institution ne prête pas, ni n'investit
		À taux flottant	À taux fixe	Minimum/maximum d'un prêt			actions ordinaires	actions privilégiées		
PARCAP MANAGEMENT - Jean F. Morrissette (514) 281-0073	non	non	non	-	non	oui	5 MS et +	5 MS et +	manufacturiers tuyaux métalliques, produits électriques et médicaux	démarrage, développement
PENFUND - Michel Lazure (514) 499-9670	non	oui	oui	5 MS et +	oui	oui	500 000 à 5,5 MS	500 000 à 5,5 MS	aucune préférence	immobilier, ressources naturelles, démarrage
PROFICOM - Bernard Métivier (514) 845-7875	oui	oui	oui	100 000 \$ et +	oui	oui	1 MS et +	1 MS et +	crédit-bail, contrats de vente conditionnelle, nantissement commercial sur tout genre d'équipement	aucune restriction
PROFICOM BEAU BOIS - André Nadon (514) 845-7875	non	oui	oui	50 000 \$ et +	non	non	-	-	immobilier résidentiel, multi-résidentiel, commercial, industriel	aucune restriction
ROYNAT - Gustave Potvin (514) 987-4949	non	oui	oui	250 000 à 20 MS	(dette subordonnée)	oui	jusqu'à 2 MS	jusqu'à 2 MS	manufacturier et de services, acquisitions d'entreprises	ressources naturelles, haute technologie, textile
SCHROEDERS & PARTENAIRES - Jean Douville (514) 397-0700	non	non	non	-	non	oui	3 MS et +	3 MS et +	industriel, achat de direction	ressources naturelles, immobilier
SERGE LECLERC & ASSOCIÉS - Serge Leclerc (514) 861-9252	non	non	non	-	oui	oui	1 à 15 MS	1 à 15 MS	manufacturier, distribution, services	ressources naturelles
SERVICES FINANCIERS COMMCOOP - Denis St-Georges (514) 842-9901	non	non	oui	1 000 \$ et +	oui	non	-	-	aucune préférence	aucune restriction
SOCCRET - Marc Lalancette (418) 548-1155 - Adam Lapointe	non	non	non	-	non	oui	50 000 à 1 MS	50 000 à 1 MS	aluminium, papeteries, ressources naturelles, agro-alimentaire	Saguenay/Lac St-Jean seulement
SOCIÉTÉ FINANCIÈRE TRIUS CAPITAL - Alan Chaput (514) 748-1257	oui	oui	oui	aucune limite	-	non	-	-	aucune préférence	aucune restriction
SOGIC (Sté gén./ind. culturelles) - Micheline Gougeon (514) 873-7768	oui	oui	oui	aucune limite	(prêt participatif)	oui	aucune limite	occasionnel	secteurs culturel et des communications: distribution, production, et détail	tous les autres secteurs
SOQUIA (Sté québ./int. agro-alim.) - Richard Gagnon (418) 643-2238	non	(prêt d'actionnaire seulement)			(dette subordonnée)	oui	200 000 à 2 MS	occasionnel	agro-alimentaire, pêcheries commerciales uniquement	
STÉ DE CRÉDIT ET DE LOCATION (SCL) - Raymond Brochu (514) 383-5502 - Vincent Prata	non	non	oui	1 000 à 50 000 \$	non	non	-	-	machines-outils, ordinateurs, machines distributrices, équipement de garage, etc.	aucune restriction
STÉ DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL (6) - Claude Meunier 1 800 461-2433	oui	oui	oui	50 000 \$ et +	(prêt participatif)	option	10 à 20 % prêt participatif	-	manufacturier, touristique, technologie de l'information, design, recyclage, laboratoires de recherche	autres secteurs non admissibles, sauf à l'exportation
STÉ DE LOCATION D'ÉQUIPEMENT CLÉ - René Bronsard (819) 373-8000	non	non	oui	1 000 à 25 000 \$	non	non	-	-	PME, professionnels, secteurs public et parapublic	démarrage
STÉ FINANCIÈRE TRIUS CAPITAL - Alan Chaput (514) 748-1257	oui	oui	oui	aucune limite	non	non	-	-	aucune préférence	aucune restriction
UNIGESCO - Guy Langlois (514) 938-1515	non	non	non	-	non	oui	1 MS et +	-	alimentation	démarrage, redressement

(1) La BFD accorde aussi des prêts à redevances (variant de 250 000 à 1 MS) à un taux d'intérêt minimum plus redevances. (2) La Caisse de dépôt et placement offre également du financement obligataire (allant de 30 M à 125 MS). (3) Les Centres d'aide aux entreprises (Québec) sont des sociétés sans but lucratif financées par le Gouvernement fédéral, par le biais de la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada. Ils servent 1278 municipalités régionales partout au Québec, sauf en milieu urbain. (4) Le Fonds de Solidarité des travailleurs du Québec ne prend qu'une participation minoritaire dans l'entreprise. (5) Novacap oriente sa stratégie vers l'appui aux dirigeants dans le redressement de leur entreprise. (6) La SDI offre trois formules de capitalisation: le prêt participatif, les SPEQ (sociétés de placement dans l'entreprise québécoise) et les crédits d'impôt à la capitalisation. Les activités financées: démarrage, expansion, regroupement, recherche, innovation, modernisation et exportation. Elle peut aussi accorder des garanties de marge de crédit pour l'exportation de biens et services hors Québec ou pour l'assistance au fonds de roulement. **Ajouts en 1993:** Crédit-Bail Société Générale (Canada), Société de financement Trius Capital, Centre d'aide aux entreprises (Québec), Capimont, Crédit-Bail Mont-Blanc. **Changements d'appellation:** Crédit-Bail Banque Nationale en GE Capital Canada, Crédit-Bail BNP en BNP (Division Crédit-Bail).

Tableau: LES AFFAIRES - Renseignements colligés par Céline Gélinas.

SERVICES FINANCIERS

L'ART DU DROIT

Une connaissance approfondie des subtilités financières

LANGLOIS ROBERT

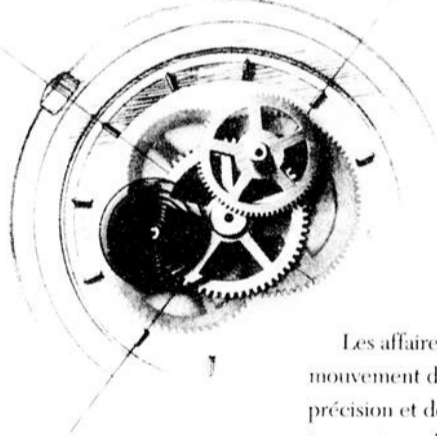
AVOCATS

Montréal Québec
(514) 842-9512 (418) 682-1212

Membre de
Smith Lyons Langlois Robert
QUÉBEC MONTREAL OTTAWA TORONTO VANCOUVER HONG KONG TAIPEI

AUGUSTE RODIN
LE PENSEUR

La réussite: un mécanisme de précision



Les affaires, c'est un peu comme un mouvement d'horlogerie. Il faut de la précision et de la rigueur pour qu'elles tournent rond.

La venue d'un nouveau partenaire s'avère souvent bénéfique. Aussi Investissement Desjardins - l'une des premières et des plus importantes sociétés de capital de développement au Québec - apporte-t-elle un appui financier et stratégique aux entreprises d'ici. Son objectif: que chacune d'elles devienne un leader dans son domaine.

Faire d'Investissement Desjardins son allié, c'est aussi profiter d'un réseau vaste et dynamique qui multiplie ses opportunités d'affaires.



Investissement Desjardins

L'allié de votre croissance

Tremplin Desjardins
Capital Desjardins
Gestion Desjardins


Un réseau de fonds, un même objectif: le développement économique.
Téléphone (514) 281-7131



GILLES PROULX

Le plus
écouté
le midi

Le Journal du Midi
Du lundi au vendredi
De 11h30 à 14h30

cjms  1280

LE LEADER DE L'INFORMATION